

le sucre qui se consomme au Canada. Le sucre pourrait s'emmagasiner dans tout le pays pour que l'accès en soit facile en cas de désastre.

Je ne vois vraiment pas pourquoi la population ne saisit ni ce danger ni la possibilité d'y parer. On nous parle beaucoup de défense passive. Assurément, la première chose dont nous pourrions avoir besoin, si nous nous trouvions menacés, ce serait de provisions d'accès facile réparties dans tout le pays. Il ne devrait sans doute pas être nécessaire d'expédier du blé de Winnipeg à Edmonton afin que la population de cette ville peut-être sinistrée puisse survivre. Je maintiens que nous nous engagerions dans une voie parfaitement raisonnable en établissant une méthode d'entreposage, dans les entreprises agricoles de tout le pays, de diverses denrées dont nous sommes producteurs.

Je citerai maintenant trois ou quatre denrées faciles à emmagasiner, puis je passerai à d'autres questions se rattachant en quelque sorte au problème. A l'époque miraculeuse dans laquelle nous vivons, nous avons appris à déshydrater bien des choses dont nous nous servons. Le domaine est presque illimité. Personne n'ignore qu'on peut déshydrater les œufs. On l'a fait pour le lait avec beaucoup de succès, et si l'on emmagasine le lait en poudre à n'importe quel endroit sec, il est possible de le garder en bon état assez longtemps bien que je ne sache pas combien de temps. Rien ne serait plus utile dans l'éventualité d'un désastre que de posséder une grande quantité de lait en poudre. On réussit très bien à déshydrater la viande que l'on conserve ainsi fort longtemps. On réussit très bien également à déshydrater presque toutes les sortes de légumes et presque tous les fruits. On pourrait, sans qu'il en coûte trop cher, entreposer tous ces produits.

Rien ne nous empêcherait d'entreposer du foin dans les régions où il y a peu d'humidité, comme certaines parties de la Colombie-Britannique. On pourrait en entreposer de grandes quantités à peu de frais. Si jamais survient un désastre, nous aurons besoin de foin pour tous les animaux qui auront survécu. Ce sera d'un grand secours.

Ceux qui sont au courant de l'industrie de la betterave sucrière savent que la transformation de ce légume en sucre laisse un résidu de pulpe, très recherchée comme nourriture à bestiaux. On peut la déshydrater et la conserver dans des sacs ordinaires et l'expédier à des endroits éloignés où elle peut être gardée indéfiniment. C'est une des nourritures à bestiaux les plus nutritives qui soient. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait l'entreposer en grandes quantités au Canada. Je ne serais pas surpris qu'on puisse tirer des produits analogues d'autres tubercules. Je

pense que cela suffit au sujet des produits alimentaires qu'il serait possible d'entreposer.

Une voix: Bravo!

M. Blackmore: Il y en a toujours qui sont prêts à dire: "Très bien!", mais ils seraient les premiers à se lamenter en cas de malheur. Ce sont de ces gens qui souvent ne sont pas assez intelligents pour voir plus loin que le bout de leur nez.

La question la plus importante à régler sera la méthode de financement. Le député de Dufferin-Simcoe a parlé du marché intérieur, le meilleur pour nos produits, selon lui. Mais les débouchés nationaux n'ont de valeur que si les habitants du pays ont l'argent qu'il faut pour acheter ce qu'on leur offre. La plupart des députés, y compris l'excellent représentant de Dufferin-Simcoe, qui siège ici depuis longtemps, n'ont fait que mentionner la question de finance sans rien dire de plus.

Il s'arrête là où il devrait commencer. Il nous dit ce que nous savons déjà, mais nous laisse dans l'incertitude quant au reste.

Ce matin, j'ai félicité la CCF d'avoir lutté pour le cultivateur l'hiver dernier. Cependant, si j'ai bonne mémoire, nos amis de la CCF n'ont rien dit des mesures qu'il y aurait à prendre.

M. McCullough (Moose-Mountain): Si.

M. Blackmore: L'un d'entre eux pourra nous en dire un mot quand j'aurai terminé. Si j'ai bonne mémoire, ils ont constamment reproché au Gouvernement son inaction. Ils nous ont dit et redit qu'il fallait stabiliser les prix et ainsi de suite, toutes choses bien connues de la députation et du pays tout entier.

Ce qu'ils ne nous ont pas dit, c'est où prendre l'argent nécessaire à tout cela. Tout ce qu'ils nous ont dit là-dessus, si j'ai bonne mémoire, c'est qu'on peut recourir à l'impôt. Ils ne l'ont peut-être pas dit carrément, mais ils l'ont donné à entendre. Les impôts frapperaient lourdement les sociétés commerciales ayant réalisé d'importants bénéfices. Je félicite le député de Mackenzie de son excellent discours. Cependant, tout ce qu'il a donné à entendre, c'est que les grandes entreprises qui réalisent de gros bénéfices seraient tenues de partager leurs bénéfices avec l'État. C'est ainsi qu'on pourrait faire les frais des programmes de la CCF.

M. Ellis: Qu'y a-t-il de mal à cela?

M. Blackmore: Il n'y a pas de mal. Nous siégeons en comité et les députés pourront dire tout ce qu'ils voudront quand j'aurai fini. Je veux exposer mon point de vue et je suis sûr qu'ils voudront le faire sans être interrompus. S'ils veulent bien me laisser